



SYNTHÈSE

Défense et Sécurité intérieure



Le secteur aujourd'hui

Le secteur de la défense et de la sécurité intérieure correspond au Ministère des Armées, aux services du Ministère de l'Intérieur (police, gendarmerie...) et à une partie du Ministère des Finances (douanes) et des services des départements (sapeur-pompiers), ainsi qu'au tissu industriel lié à ces secteurs. Près de 560 000 agents publics y sont actuellement employés.



Les outils de la transformation

Pour être davantage résilient face aux chocs climatiques et énergétiques à venir, le secteur devra aller vers davantage de sobriété dans l'utilisation de son parc immobilier et de véhicules : isolation thermique des bâtiments, diminution du nombre de véhicules et électrification d'une partie du parc, réduction des déplacements non essentiels, accroissement des usages du numérique. Il pourra également faire évoluer certaines de ses fonctions.



Le secteur à l'issue de la transformation

Le secteur de la sécurité et de la défense a maintenu son activité et est parvenu à s'adapter à un monde incertain et aux équilibres géopolitiques précaires. Il a renforcé sa capacité à s'informer de manière autonome sur l'état des ressources énergétiques fossiles et minières mondiales qui sont restées essentielles à son fonctionnement. Avec sa nouvelle organisation bas carbone et sa culture de la résilience, ce secteur est devenu un pôle de stabilité au service de la communauté nationale.



Les questions qui nous restent à explorer

- **Dans le secteur** : l'évolution des métiers du secteur ainsi que du nombre d'emplois reste à étudier, de même que la structure précise de ses consommations énergétiques, ainsi que l'éventuel retour plus important de l'implication citoyenne.
- **En lien avec le reste de l'économie** : une mise en cohérence est nécessaire avec le secteur de l'industrie (notamment la Base industrielle et

technologique de défense) en lien avec les nouveaux besoins de la sécurité et de la défense post-transformation. En cas de tensions sur l’approvisionnement en énergies fossiles et en matières premières, il est fort probable que les secteurs régaliens procéderont à une préemption de la ressource, aggravant les difficultés des autres secteurs.



L’emploi

Face aux enjeux climatiques et énergétiques, il est peu probable que, dans les décennies à venir, la France diminue le nombre d’emplois de ces secteurs. Certains métiers évolueront néanmoins.



Les impacts

- **Les plus** : le secteur a réduit ses émissions de gaz à effet de serre et est plus résilient, il constitue un pôle de stabilité sur le plan national et permet à la France de peser au niveau international.
- **Les limites** : la réorganisation du secteur va transformer certains métiers de la défense et de la sécurité intérieure.